

Préserver notre sécurité. Renforcer les droits humains.

Le 15 mai
OUI à Frontex
Schengen/Dublin

Les enjeux de la votation du 15 mai 2022

Frontex est l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes. Créée en 2004, elle joue un rôle clé dans la protection des frontières extérieures de l'espace Schengen, dont la Suisse fait partie. En raison des flux migratoires mais aussi de la hausse de la criminalité organisée transfrontalière, les tâches de l'agence sont de plus en plus exigeantes. Les États membres de l'espace Schengen ont donc décidé de renforcer les moyens financiers et humains à Frontex. 70 associations de gauche, soutenues par les Verts, le PS et les sections jeunes de ces partis ont lancé le référendum.

En cas de NON le 15 mai, les accords de Schengen/Dublin cesseront automatiquement de s'appliquer 6 mois après la votation, avec de graves conséquences pour la sécurité, l'économie et la liberté de voyager.

Les accords Schengen/Dublin

En juin 2005, les Suisses ont accepté d'adhérer aux accords de Schengen et de Dublin. L'accord Schengen facilite les déplacements entre les États membres, grâce à la suppression des contrôles des personnes entre États membres* ; **les contrôles sont en revanche renforcés aux frontières extérieures.** La lutte contre la criminalité transfrontalière est réalisée grâce à une étroite collaboration en matière de justice et police, notamment via le système d'informations Schengen.

** La Suisse a la possibilité de réintroduire temporairement des contrôles aux frontières si sa sécurité est menacée.*

L'accord de Dublin permet de renvoyer les requérants d'asile dans le pays signataire où ils ont déposé leur première demande. Cela évite qu'ils ne soient renvoyés d'un pays à l'autre ou qu'après le refus de leur demande, ils n'en déposent une nouvelle dans un autre État membre du système Dublin. Depuis l'entrée en vigueur de l'accord de Dublin, la Suisse a renvoyé 32'620 personnes vers d'autres pays et réaliser des économies dans le domaine de l'asile à hauteur de 271 millions de francs en moyenne par an, selon le Conseil fédéral.

Exemples des avantages de faire partie de Schengen*

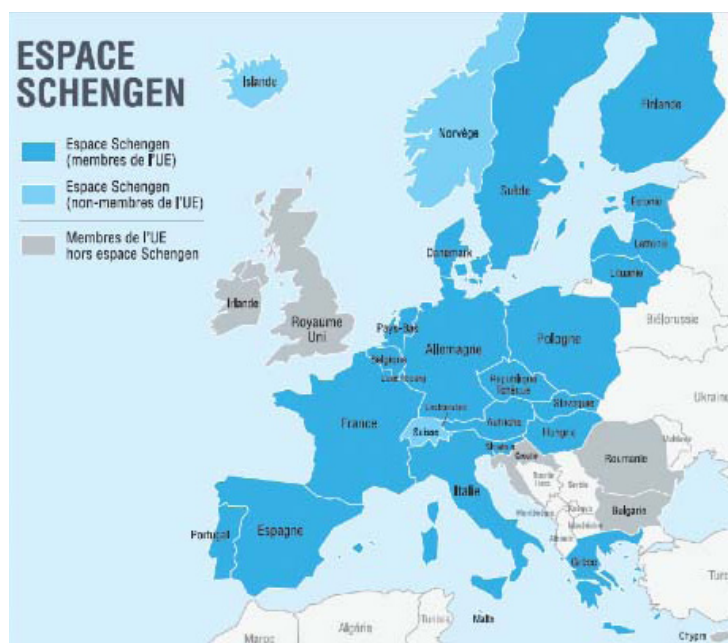
Les bases de données internationales de recherche, comme le système d'information Schengen SIS, permettent aux autorités suisses de poursuite pénale **d'élucider rapidement les crimes ayant un lien avec l'étranger.**

✓ En 2017, le frère de l'auteur de l'attentat islamiste de Marseille a pu être empêché d'entrer en Suisse, puis arrêté grâce aux informations contenues dans la base de données SIS.

✓ En 2018, le partenaire et meurtrier présumé de Daniela S., assassinée à Frutigen en 2018, a pu être appréhendé en France très rapidement grâce à un avis de recherche introduit dans le SIS.

✓ Après des attaques spectaculaires de fourgons blindés en Suisse romande entre 2017 et 2019, la police française a pu arrêter les bandes criminelles de la banlieue lyonnaise en 2020. Ce succès des recherches a été précédé d'une intense collaboration entre l'Office fédéral de la police (fedpol), la Police nationale française et les polices cantonales.

** Source : fedpol*



Frontex

Frontex aide les États Schengen dans le contrôle des frontières extérieures communes, au moyen d'opérations conjointes et d'interventions rapides, d'analyses des risques et d'échanges d'informations. **Elle aide aussi au retour des personnes qui doivent quitter l'espace Schengen.** Il s'agit d'un instrument essentiel de la coopération Schengen. La Suisse y participe depuis 2011.

Qu'est-ce qui change ?

- Contingent permanent : de 5'000 à 10'000 experts (en 2027) – dont 39 Suisses au maximum
- 40 observateurs des droits fondamentaux pour soutenir le bureau des droits fondamentaux de Frontex
- Propre équipement (bateaux, avions, véhicules)
- Meilleure connaissance de la situation et meilleure réactivité, grâce au système d'informations EUROSUR

Préserver notre sécurité. Renforcer les droits humains.

Le 15 mai **OUI** à Frontex
Schengen/Dublin

Exclusion de Schengen/ Dublin après 6 mois

D'un point de vue juridique, la situation est claire: **si la Suisse refuse de contribuer au renforcement de Frontex, l'accord Schengen s'éteint automatiquement au bout de 6 mois**, conformément à l'art. 7, al. 4 dudit accord.

Ni l'UE, ni la Suisse n'ont besoin de le dénoncer. Seul le comité mixte peut en décider autrement - à l'unanimité - dans un délai de 90 jours.

L'accord de Schengen ainsi que celui de Dublin (asile) qui lui est lié juridiquement cessent d'être applicable trois mois après l'expiration de la période de 90 jours. **En clair, la Suisse serait exclue de Schengen/Dublin avant la fin 2022.**

Renforcer Frontex pour faire respecter les droits humains

Lors de certaines opérations impliquant des migrants, les droits de l'homme n'ont pas été suffisamment bien respectés par des douaniers des États chargés du contrôle des frontières extérieures de l'espace Schengen. C'est inadmissible.

Plusieurs mesures ont déjà été prises:

Les droits humains font partie intégrante du code de conduite de l'agence Frontex, la formation du personnel a été renforcée, une procédure interne de signalement des incidents graves a été mise en place de même qu'une procédure de plainte pour les victimes de violations des droits de l'homme.

Ce n'est pas en se retirant de Frontex que la Suisse contribuera à améliorer la situation. Au contraire !

- Avec deux sièges au Conseil

d'administration de Frontex, la Suisse exerce une importante influence. Comme elle l'a déjà démontré en exigeant une enquête rapide et transparente sur les «pushbacks».

- En contribuant à augmenter les moyens de Frontex, notre pays agit concrètement : 40 observateurs indépendants, dont 2 Suisses, surveilleront le respect des droits fondamentaux et documenteront les éventuelles violations.

Ils disent OUI

- Le Conseil fédéral
- Les partis politiques au Parlement (Vert'libéraux, Le Centre, PLR, des sections cantonales de l'UDC)
- Les milieux économiques
- Les milieux touristiques
- Les représentants de la société civile (Opération Libero, Courage civil)

5 bonnes raisons de voter OUI

En soutenant Frontex, la Suisse continuera à bénéficier des accords de Schengen/Dublin et contribuera à améliorer le respect des droits fondamentaux des migrants.

La contribution de notre pays passera progressivement de 24 à 61 millions en 2027, soit 4,6% du budget total alloué par l'UE et les Etats membres Schengen à Frontex.

La possibilité pour les autorités suisses d'accéder au système d'information Schengen améliore la collaboration transfrontière et accroît la sécurité.

Chaque jour, entre 40 et 60 personnes potentiellement dangereuses sont signalées aux autorités.

Grâce au visa unique Schengen, le nombre de touristes venant en Suisse a fortement augmenté. Ceci a bénéficié à l'hôtellerie et à la restauration, mais aussi à bon nombre de petites entreprises. Or, sans le visa Schengen, la branche du tourisme (qui compte 162'000 employés) pourrait faire face à un manque à gagner jusqu'à 530 millions de francs par an.

Selon l'étude de l'institut indépendant Ecoplan commandée par le Conseil fédéral, sans l'accord de Dublin, la Suisse pourrait avoir à assumer des coûts additionnels de 350 millions à 1,3 milliard de francs par an pour gérer les nouvelles demandes des requérants d'asile.

L'économie profite clairement de ces deux accords :

d'après le Conseil fédéral, si la Suisse sort de Schengen/Dublin, à l'horizon 2030, le revenu des Suisses serait inférieur de jusqu'à 1'600 francs par an et les exportations des entreprises reculeraient de jusqu'à 5,6%.